



RECUEIL ACTES ADMINISTRATIFS

DELIBERATIONS DU 12 OCTOBRE 2017

Numéro délibération	OBJET	Accusé réception en Préfecture	N° Page
107	Collecte et traitement des ordures ménagères – secteur LE DONJON – Exonérations TEOM	03/11	1
107 A	Collecte et traitement des ordures ménagères – secteur LE DONJON – signature convention OCAD3E	03/11	3
107 B	Collecte et traitement des ordures ménagères – secteur LE DONJON – signature électronique CITEO	03/11	17
108	Médiathèque « les Pieds dans l'eau » - Projet mise en place résidence d'écrivain – demande soutien financier Centre National du Livre	27/10	19
108 A	Médiathèque « les Pieds dans l'eau » - Projet mise en place résidence d'écrivain – demande soutien financier DRAC	27/10	21
109	Commerce local – ouverture exceptionnelle établissements commerces de détail – dérogations repos dominical	03/11	24
110	Acquisition ensemble immobilier – Varennes-sur-Allier	03/11	25
111	Construction 11 logements adaptés aux personnes âgées et à mobilité réduite au Donjon	03/11	27



DELIBERATION N°	2017.10.12/107
CLASSIFICATION :	8.8

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**Séance du 12 octobre 2017**

Nb de membres en exercice : 64

Nb de membres présents : 50

Nb de membres votants : 57

(dont 5 pouvoirs)

Convocation du 05/10/2017

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à dix-neuf heures, le Conseil communautaire de la Communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire s'est réuni, salle Collet Mériaud – VARENNES-SUR-ALLIER, en session ordinaire, sur la convocation de Monsieur Roger LITAUDON, Président, en date du 5 octobre 2017

Présents : Mesdames et Messieurs les conseillers communautaires (classement par ordre alphabétique) : Jean Michel ALLAIN, Marie France AUGIER, Henri BÉCAUT, Gilles BERRAT, Michelle BERTHIER, Luce BILLET, Xavier CADORET, , Jean Paul CHERASSE, Pierre COURTADON, Martine CRUMIERE, Régis CURY, Patrick DARCANGE, David DARRAS, Alain DECERLE, Claudette DELORME, Dominique DIAT, Guy FRAISE, Odile FRANCHISSEUR, Monique FRIAUD, Dominique GEOFFROY, Patrick GOBERT, Léopold GODART, Roseline GOURDON, Henry JOLY, Guy LABBE, Christian LABILLE, Michel LAURENT, Jean LAURENT, Jean Pierre LECORNET, Roger LITAUDON, Alain LOGNON, Marie Jo MARGELIDON-FOUQUET, Fabrice MARIDET, Christine MARTIN TISON, Louis MERET, Yves NOEL, , André PLESSAT, Henri PUJOS, André RATINIER, Alain REVIRON, Colette ROBOTA, Lionel ROUAULT, Olivier ROUSSEAUX, Blandine SOCHET, Dominique TALON, Pascal THEVENOUX, Jean François TOCANT, Marie Thérèse TULOUP, Alain VERNISSE, Pascal VERNISSE.

Absents excusés représentés par : Alain FAVARETTO par Alain LOGNON (Beaulon), Valérie GOUBY par Pascal VERNISSE (Dompierre-sur-Besbre), Valérie LASSALLE par Dominique DIAT (Varennnes-sur-Allier), Bernard POIGNANT (St Léger sur Vouzance) par Roger LITAUDON (Varennnes-sur-Allier), Bernadette PERICHON par Monique FRIAUD (Varennnes-sur-Allier),

Absents excusés suppléés par : Daniel BAHEUX par Jean Luc MARQUANT (Saligny-sur-Roudon), Albert CHARRONDIERE par Jacqueline LAUSTRIAT (Luneau)

Absents : Patrick BENIGAUD (Beaulon), Jean Luc COLLIN (Saint-Voir), Sébastien LITAUDON (Saint Didier en Donjon,) Isabelle PETIOT (Liernolles), Yves PLOUHINEC (Monétay-sur-Loire), Annie France POUGET (Dompierre-sur-Besbre), Claire TOGNON Montcombroux les Mines),

Secrétaire de séance : Roseline GOURDON

**DELIBERATION N° 107- ENVIRONNEMENT – Collecte et traitement des ordures ménagères –
13 communes du secteur LE DONJON – Avis sur Exonération TEOM**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général des impôts,

Vu les délibérations du 26 janvier 2017 portant installation des conseillers communautaires de la Communauté de communes « Entr'Allier Besbre et Loire issue de la fusion citée ci-dessus, et élection du Président, des vice-Présidents, des conseillers délégués, et désignation des délégués représentant l'EPCI au sein des SICTOM Nord Allier et Sud Allier,

Vu la délibération n°2017-06-26/83 en date du 26 juin 2017 portant sur l'adhésion des 14 communes du secteur le Donjon (Ex EPCI Le Donjon Val Libre) au SICTOM Sud Allier

Vu la délibération n°2017-09-25/95 en date du 25 septembre 2017 portant sur la modification de la délibération n°2017-06-26/83

Vu la délibération n°2017-09-25/96 en date du 25 septembre 2017 portant sur le lissage de la TEOM sur 4 ans des 13 nouvelles communes adhérentes du secteur du Donjon ,

Il est exposé :

Suite à la décision du conseil communautaire du 26 juin 2017 d'adhérer au SICTOM Sud Allier pour les 13 communes de l'ex-communauté de communes Le Donjon Val Libre et d'instaurer la Taxe d'Enlèvement d'Ordures Ménagères (TEOM), et dans le contexte de la création de la Communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire par fusion depuis le 1^{er} janvier 2017, le conseil

communautaire dispose de la faculté d'exonérer certaines entreprises ou établissements de la TEOM afin de leur appliquer une « Redevance Spéciale » qui serait calculée en fonction de la quantité de déchets ménagers réellement collectée et tenant compte des éventuels contrats d'enlèvement qui leurs seraient propres.

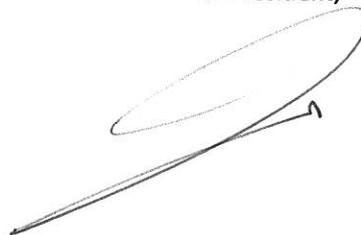
Or, par souci de cohérence et d'équité, considérant les éléments nécessaires et indispensables à une prise de décision favorable à une exonération de TEOM des propriétaires et immeubles susceptibles d'être concernés, le conseil communautaire ne peut valablement délibérer dans ce sens.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, décide de ne pas voter d'exonérations de la TEOM pour l'exercice 2018.

Certifiée exécutoire la présente délibération
Publiée ou notifiée le
Déposée en Préfecture le

P.E.C

Le Président,





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 12 octobre 2017

Nb de membres en exercice : 64
 Nb de membres présents : 50
 Nb de membres votants : 57
 (dont 5 pouvoirs)
 Convocation du 05/10/2017

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à dix-neuf heures, le Conseil communautaire de la Communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire s'est réuni, salle Collet Mériaud – VARENNES-SUR-ALLIER, en session ordinaire, sur la convocation de Monsieur Roger LITAUDON, Président, en date du 5 octobre 2017

Présents : Mesdames et Messieurs les conseillers communautaires : Jean Michel ALLAIN, Marie France AUGIER, Henri BÉCAUT, Gilles BERRAT, Michelle BERTHIER, Luce BILLET, Xavier CADORET, Jean Paul CHERASSE, Pierre COURTADON, Martine CRUMIERE, Régis CURY, Patrick DARCANGE, David DARRAS, Alain DECERLE, Claudette DELORME, Dominique DIAT, Guy FRAISE, Odile FRANCHISSEUR, Monique FRIAUD, Dominique GEOFFROY, Patrick GOBERT, Léopold GODART, Roseline GOURDON, Henry JOLY, Guy LABBE, Christian LABILLE, Michel LAURENT, Jean LAURENT, Jean Pierre LECORNET, Roger LITAUDON, Alain LOGNON, Marie Jo MARGELIDON-FOUQUET, Fabrice MARIDET, Christine MARTIN TISON, Louis MERET, Yves NOEL, André PIESSAT, Henri PUJOS, André RATINIER, Alain REVIRON, Colette ROBOTA, Lionel ROUAULT, Olivier ROUSSEAU, Blandine SOCHET, Dominique TALON, Pascal THEVENOUX, Jean François TOCANT, Marie Thérèse TULOUP, Alain VERNISSE, Pascal VERNISSE.

Absents excusés représentés par : Alain FAVARETTO par Alain LOGNON (Beaulon), Valérie GOUBY par Pascal VERNISSE (Dompierre-sur-Besbre), Valérie LASSALLE par Dominique DIAT (Varennnes-sur-Allier), Bernard POIGNANT (St Léger sur Vouzance) par Roger LITAUDON (Varennnes-sur-Allier), Bernadette PERICHON par Monique FRIAUD (Varennnes-sur-Allier),

Absents excusés suppléés par : Daniel BAHEUX par Jean Luc MARQUANT (Saligny-sur-Roudon), Albert CHARRONDIERE par Jacqueline LAUSTRIAT (Luneau)

Absents : Patrick BENIGAUD (Beaulon), Jean Luc COLLIN (Saint-Voir), Sébastien LITAUDON (Saint Didier en Donjon,) Isabelle PETIOT (Liermolles), Yves PLOUHINEC (Monétay-sur-Loire), Annie France POUGET (Dompierre-sur-Besbre), Claire TOGNON Montcombroux les Mines),

Secrétaire de séance : Roseline GOURDON

**DELIBERATION N° 107 - A - ENVIRONNEMENT – Collecte et traitement des ordures ménagères
 – 13 communes du secteur LE DONJON – Signature convention avec OCAD3E**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n° 3221/2016 en date du 8 décembre 2016 portant fusion des communautés de communes Le Donjon Val Libre – Val de Besbre Sologne Bourbonnaise – Varennnes Forterre au 1^{er} janvier 2017,

Vu la gestion directe de la compétence « Elimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés » exercée sur 13 communes de l'ancienne communauté de communes Le Donjon Val Libre,

Vu l'avis du Bureau en date du 9 octobre 2017,

Considérant l'intérêt majeur de la collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques par un organisme agréé pour le réemploi, la valorisation ou le traitement dans les conditions posées par le code de l'environnement, pour des raisons environnementales et financières,

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

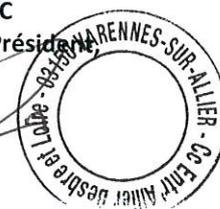
- approuve les termes de la convention signée avec OCAD3E d'une durée de 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2017 pour la collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques,

- autorise le Président ou son représentant à signer ladite convention et ses annexes ci jointes avec l'organisme OCAD3E.

Certifiée exécutoire la présente délibération
 Publiée ou notifiée le
 Déposée en Préfecture le

P.E.C

Le Président



**Convention de collecte séparée des
Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE)
Version 2015-2020**

Entre les soussignés :

La commune/EPCI compétent(e) de **Communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire**
Représenté(e) par **LITAUDON Roger, Président** le Maire/Président (e) agissant en application de la délibération du conseil municipal, syndical, communautaire, métropolitain (liste des collectivités membres en annexe)
d'une part, (mentions inutiles à barrer)

Adresse : **18 rue de Vouroux**
Code postal : **03150**
Téléphone : **04 70 45 00 99**
Adresse e-mail : **contact@interco-abl.fr**

Ville : **VARENNES SUR ALLIER**
Télécopie :

désigné(e) ci-après la « Collectivité »

et

l'organisme coordonnateur agréé par arrêté conjoint des Ministres chargés de l'écologie, de l'industrie et des collectivités territoriales en date du 24 décembre 2014 représenté par son Président.

Adresse : **17 rue de l'Amiral Hamelin**
Code postal : **75116**
Téléphone : **0811007260**
Adresse e-mail : **secretariat@ocad3e.com**
N ° SIRET **491 908 612 00022**

Ville : **Paris**
Télécopie : **0472912758**

Désigné ci-après « OCAD3E »

La Collectivité et OCAD3E sont également désignés individuellement une « Partie » et collectivement les « Parties ».

Vu la directive 2011/65/UE du 8 Juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques,
Vu la directive n° 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques,
Vu l'article L.541-10-2 Code de l'environnement,
Vu les articles R 543-179 à R 543-187 du Code de l'environnement,
Vu l'arrêté du 24 décembre 2014 conjoint des Ministres chargés de l'écologie, de l'industrie et des collectivités territoriales relatif à l'agrément d'OCAD3E.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

TITRE 1 : CONDITIONS GENERALES

Article 1 : DEFINITIONS

Collecte de proximité (en référence au cahier des charges des Eco-organismes, chapitre III.1.3.1.2) : toute opération de collecte par apport volontaire organisée par l'Eco-organisme référent sur le territoire de la Collectivité, si la population de la Collectivité est d'au moins 60.000 habitants, sa densité d'au moins 70 habitants au km² et si les modes de collecte existants ne permettent pas aux détenteurs (utilisateurs) de DEEE de bénéficier d'un service de proximité de nature à atteindre, sur le territoire de la Collectivité, le taux moyen national de Collecte séparée de l'ensemble des collectivités constaté l'année précédente.

Collecte séparée : collecte des DEEE effectuée de façon séparée et organisée en 4 flux, définis à l'annexe de l'arrêté du 30 juin 2009 relatif au Registre national des producteurs : gros équipements ménagers froid (GEM F), gros équipements ménagers hors froid (GEM HF), écrans (ECR), petits appareils en mélange (PAM).

Container : matériel de stockage des DEEE mis en place par l'Eco-organisme référent dans les conditions et en fonction des critères d'attribution figurant au 3.3.1.

DEEE : déchets d'équipements électriques et électroniques provenant des ménages, déchets d'équipements électriques et électroniques d'origine commerciale, industrielle, institutionnelle et autre qui, en raison de leur nature et de leur quantité, sont similaires à ceux des ménages et déchets provenant d'équipements électriques et électroniques qui sont susceptibles d'être utilisés à la fois par les ménages et par des utilisateurs autres que les ménages, issus d'équipements électriques et électroniques relevant des catégories :

- jusqu'au 14 Août 2018, 1 à 4 et 6 à 10, du II de l'article R 543-172 du code de l'environnement
- à partir du 15 août 2018 1, 2, 4, 5 et 6 du III. de l'article R. 543-172.

Eco-organisme : organisme agréé par les Pouvoirs publics conformément aux dispositions des articles R543-189 et R543-190 du Code de l'environnement chargé de l'enlèvement et du traitement, dans les conditions posées par le Code de l'environnement, des DEEE collectés séparément.

Eco-organisme référent : Eco-organisme désigné par OCAD3E en Annexe 2 de la présente convention.

Marquage GEM : opération visant à identifier les DEEE à l'aide d'un dispositif fourni par l'Eco-organisme référent.

Outil Protection Gisement : extranet mis à disposition des Collectivités par OCAD3E permettant de réaliser un arbre décisionnel par point de collecte et d'avoir accès à la boîte à outils développée pour lutter contre le vol/pillage des DEEE.

Point d'apport : lieu où les habitants ont la possibilité de déposer leurs DEEE.

Point de collecte : lieu où la Collectivité met à disposition de l'Eco-organisme référent pour enlèvement, les DEEE qu'elle a collectés séparément.

Producteur : toute personne physique ou morale visée à l'article R543-174 I du code de l'environnement.

Référent sureté : agent police/gendarmerie spécialisé dans la lutte contre le vol/pillage des sites exposés (dont les déchèteries).

Retenue pour Container prépayé : somme payable par trimestre pour l'acquisition d'un Container. Le montant est fixé et payable dans les conditions définies au barème annexé au Cahier des charges annexé à l'agrément d'OCAD3E et au 3.2.6 de la présente convention.

Réutilisation : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau.

Scénario du Point de collecte : nombre minimum d'UM ou de tonnes défini pour chaque Point de collecte selon des modalités standard définies dans le barème national et ses modalités techniques figurant en annexe à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E.

UM : unité de manutention égale à un appareil de gros équipement électroménager (réfrigérateur, machine à laver ...) ou à une demi caisse palette de 1 m³.

Unité d'agent d'accueil : une personne physique employée par la Collectivité pour intervenir pendant la durée d'une opération de Collecte de proximité.

Article 2 : OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de régir les relations juridiques, techniques et financières entre OCAD3E et la Collectivité qui développe un dispositif de Collecte séparée des DEEE.

La présente convention représente l'unique lien contractuel entre OCAD3E et la Collectivité pour la mise en œuvre des obligations qui pèsent sur les Producteurs qui ont adhéré à l'un des Eco-organismes, à l'égard de la Collectivité. Ces obligations sont relatives, d'une part, à la compensation financière des coûts de Collecte séparée des DEEE assurée par la Collectivité, d'autre part, à l'enlèvement, par l'Eco-organisme référent, des DEEE ainsi collectés, enfin à la participation aux actions d'information des utilisateurs d'EEE.

Article 3 : ENGAGEMENTS D'OCAD3E VIS-A-VIS DE LA COLLECTIVITE

Pour l'application de la présente convention, l'Eco-organisme référent est désigné en Annexe 2.

Dans le cadre de la présente convention, OCAD3E assure les obligations suivantes :

3.1 Etre l'interface entre la Collectivité et l'Eco-organisme référent,

OCAD3E assure l'interface entre la Collectivité et l'Eco-organisme référent, notamment :

- L'enregistrement et la gestion de l'évolution de la présente convention et de ses annexes ;
- Le suivi et la compilation des tonnages de DEEE enlevés auprès des Points de collecte ;
- La gestion des demandes et le contrôle des justificatifs fournis par la Collectivité en vue du versement des compensations financières au titre de la communication pour les DEEE ;
- L'exploitation de ces données pour calculer les compensations ;
- La maintenance des outils et paramètres nécessaires au calcul des compensations.
- Le cas échéant, le suivi et la compilation des tonnages enlevés dans le cadre des Collectes de proximité.

3.1.1 Enregistrement et gestion de l'évolution de la convention

OCAD3E enregistre les éléments d'identification et de qualification de la Collectivité et du (des) Point(s) de collecte. La liste de ces éléments figure en Annexes 1 et 5,

Pendant la durée de la présente convention, OCAD3E enregistre les modifications éventuelles des caractéristiques du (des) Point(s) de collecte (ouverture d'un nouveau Point, fermeture d'un Point, modification du scénario par exemple), à partir des annexes modificatives qui lui sont communiquées par la Collectivité, après validation par l'Eco-organisme référent. A réception

de cette information, OCAD3E envoie un accusé de réception d'enregistrement à la Collectivité et à l'Eco-organisme référent précisant la date de prise d'effet des modifications.

Les autres modifications des éléments de la présente convention figurant en Annexe 1 et 5 sont communiquées par la Collectivité simultanément à l'Eco-organisme référent et à OCAD3E au moyen d'un courrier postal ou électronique, avec accusé de réception (Annexes 1 et 5 modificatives en tant que de besoin).

Toutes les modifications prennent effet le 1^{er} jour du trimestre suivant la réception du courrier (message électronique) par OCAD3E – sauf si le courrier (message électronique) est reçu au cours du premier mois du trimestre en cours : application au 1^{er} jour du trimestre en cours -.

L'ensemble de ces modifications, si elles ont fait l'objet des procédures ci-dessus, sont réputées faire partie de la présente convention.

Deux exemplaires de la convention d'origine et de tous les avenants successifs, dûment signés par les Parties, sont transmis à la Collectivité.

3.1.2. Suivi des tonnages et traçabilité

L'Eco-organisme référent établit un état trimestriel des quantités enlevées (ci-après « Etat Trimestriel d'Activité » ou « ETA ») sur le ou les Points de collecte listés en Annexe 5. Il le transmet simultanément à la Collectivité et à OCAD3E, au plus tard le dernier jour du mois suivant la fin du trimestre écoulé.

Les données fournies par l'Eco-organisme référent permettent, après accord de la Collectivité, à OCAD3E de calculer le montant des compensations allouées à la Collectivité pour le trimestre précédent.

Au cours de l'année suivante, l'Eco-organisme référent dresse en tant que de besoin un état récapitulatif annuel (année civile), qui est transmis à OCAD3E pour enregistrement et contrôle.

Chaque année, au cours du 1^{er} semestre, l'Eco-organisme référent adresse à la Collectivité, un rapport récapitulatif précisant notamment les tonnages de DEEE enlevés sur le ou les Points de collecte et, le cas échéant, lors des Collectes de proximité organisées sur le territoire de la Collectivité, au cours de l'année précédente, et les conditions dans lesquelles ils ont été traités, afin que la Collectivité puisse en informer les citoyens.

3.2 Verser les compensations financières

3.2.1 En fonction des données relatives aux quantités de DEEE enlevés sur les Points de collecte listés en Annexe 5 et sur la base du barème annexé à son arrêté d'agrément, OCAD3E procède d'une part, au calcul des compensations financières définies audit barème, selon les conditions d'éligibilité fixées au barème, et d'autre part, au versement - selon la procédure décrite au 3.2.7 - à la Collectivité des sommes correspondantes, après le cas échéant déduction des sommes dues par la Collectivité au titre de la ou des retenues pour Container prépayé.

3.2.2. Tous les calculs et les versements sont effectués sur une base trimestrielle.

3.2.3. En ce qui concerne les compensations financières au titre des tonnages collectés de DEEE :

- Le forfait est versé sous réserve de l'atteinte de la performance trimestrielle prévue au barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E.
- La partie variable est calculée, en fonction des relevés de tonnages enlevés sur chaque Point de collecte, et du Scénario du Point de collecte choisi, par application du barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E ;

3.2.4. En ce qui concerne les compensations financières au titre de la protection du gisement de DEEE :

- La compensation est calculée, selon les conditions prévues au barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E ;

3.2.5. En ce qui concerne les compensations financières au titre de la communication pour les DEEE :

La compensation est calculée selon le barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E et sur présentation des éléments justificatifs (moyens de preuve) fournis par la Collectivité à OCAD3E selon le format de l'Annexe 4 et validés par l'Eco-organisme référent. La compensation ainsi calculée est allouée sur le premier Etat Trimestriel des Versements (ETV) émis par OCAD3E qui suit la date de réception par OCAD3E des justificatifs fournis par la Collectivité.

3.2.6. Retenues pour Container prépayé :

Dans l'hypothèse où, comme dit au 3.3.1 ci-après, l'Eco-organisme aurait mis en place sur un ou plusieurs des Points de collecte listés en Annexe 5, un ou plusieurs Containers et qu'à l'issue de la période de test visée au 3.3.1 ci-après, la Collectivité, en accord avec l'Eco-organisme référent, aurait décidé d'acquérir un ou plusieurs desdits Containers en vue de l'entreposage des DEEE collectés séparément sur un ou plusieurs des Points de collecte listés en Annexe 5, le prix d'acquisition du ou desdits Containers, fixé dans les conditions définies au barème annexé à l'agrément d'OCAD3E, sera acquitté par la Collectivité entre les mains d'OCAD3E en huit trimestrialités égales.

D'un commun accord entre les Parties, le montant de chaque trimestrialité ainsi due par la Collectivité sera payable par compensation à due concurrence avec le montant des compensations dont le versement est acquis par la Collectivité au titre du même trimestre concerné.

3.2.7. Sauf désaccord sur l'ETA, l'Etat Trimestriel des Versements (ETV) calculé par OCAD3E (partie fixe, partie variable, protection du gisement et communication) au titre d'un trimestre donné, en prenant en compte, le cas échéant, la déduction du montant de la trimestrialité due par la Collectivité au titre de la retenue pour Container prépayé comme dit au 3.2.6, est adressé à la Collectivité, au plus tard à la fin du trimestre suivant la période de l'ETA correspondant.

La Collectivité fait établir le titre de recettes par la Trésorerie dont elle dépend, qui l'adresse à OCAD3E.

Le versement des compensations est opéré par OCAD3E dans les meilleurs délais à compter de la réception du titre de recettes, à condition qu'il soit conforme aux calculs des compensations effectués par elle.

3.3 S'assurer de la continuité du service et du respect des conditions d'enlèvement par l'Eco-organisme référent

L'enlèvement et l'élimination des DEEE collectés séparément par la Collectivité auprès des Points de Collecte listés en Annexe 5 est de la responsabilité de l'Eco-organisme référent. OCAD3E, à travers le contrat qu'il conclut avec l'Eco-organisme référent, s'assure auprès de l'Eco-organisme référent que ce dernier respecte les principes de qualité et de continuité de service ci-après décrits. OCAD3E assure à la Collectivité la continuité de l'enlèvement des DEEE collectés séparément par elle.

3.3.1. Principe de qualité du service

La Collectivité bénéficie d'un service répondant aux principes suivants :

- fourniture gratuite par l'Eco-organisme référent des contenants (à l'exception des Containers) nécessaires en nombre et en qualité suffisants pour équiper les Points de collecte et leur remplacement si nécessaire ; ces contenants doivent par ailleurs répondre aux exigences et aux normes de sécurité en vigueur tant pour les usagers que pour le personnel de déchèteries amené à les manipuler.
- enlèvement des DEEE collectés dans un délai maximum de 5 jours francs après l'enregistrement par l'Eco-organisme référent de la demande de la Collectivité ou dans les délais prévus pour les enlèvements récurrents (demandes programmées ou tournées automatiques), sous réserve du respect par la Collectivité des conditions techniques de Collecte séparée et d'enlèvement de DEEE définis à l'Annexe 6 ;

- identification d'un contact opérationnel chez l'Eco-organisme référent avec lequel la Collectivité peut gérer les conditions d'enlèvement (compatibilité avec les horaires d'ouverture, prise de rendez-vous) ;
- conservation du bordereau de suivi des déchets (BSD) par l'opérateur de l'enlèvement; en cas de contrôle réglementaire, l'Eco-organisme référent fournira la copie du BSD ;
- communication des informations concernant la destination et le traitement des DEEE enlevés ;
- proposition par l'Eco-organisme référent d'outils, méthodes ou actions de formation du personnel chargé de la Collecte séparée des DEEE pour le compte de la Collectivité aux fins décrites au Cahier des charges annexé à l'arrêté d'agrément de l'Eco-organisme référent ;

- Sous réserve que les pré requis définis au barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E soient remplis par la Collectivité, l'Eco-organisme référent peut, afin de réduire les risques de vols des DEEE sur les Points de collecte, proposer à cette dernière la mise en place sur un ou plusieurs Points de collecte d'un ou plusieurs Containers dans le cadre d'une phase de test de six mois qui court à compter de la mise à disposition du ou des Containers sur le ou les Points de collecte concernés.

En fin de phase de test, l'Eco-organisme et la Collectivité effectuent ensemble un bilan de la phase de test à l'issue duquel la Collectivité devra indiquer à l'Eco-organisme référent si elle souhaite ou non acquérir le ou les Containers concernés.

Dans le cas où la Collectivité déciderait d'acquérir le ou les Containers concernés, elle procédera à cette acquisition auprès d'OCAD3E qui en aura elle-même alors préalablement acquis la propriété.

En cas d'acquisition, le prix d'acquisition est fixé et payé dans les conditions définies au barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E et au 3.2.6 ci-avant.

Si la Collectivité décide de ne pas acquérir un Container à l'issue de la phase de test, elle le notifie à l'Eco-organisme référent avant la fin du 5^e mois à compter de la date de mise à disposition. L'Eco-organisme référent procède à l'enlèvement du Container. A défaut de réponse dans le délai susvisé, la collectivité est réputée avoir décidé de l'acquérir.

En cas de difficultés opérationnelles pour la Collecte séparée ou l'enlèvement des DEEE, la collectivité se rapprochera de l'Eco-organisme référent pour trouver une solution adaptée.

3.3.2. Principe de continuité du service

En cas de défaillance technique récurrente conduisant l'éco-organisme référent à ne pas réaliser ses obligations d'enlèvement, quelle qu'en soit la raison, OCAD3E met en œuvre la procédure décrite au dernier paragraphe de l'article 6.

3.3.3. Principe de continuité des versements.

OCAD3E garantit la continuité des versements des compensations dues à la Collectivité. En particulier, OCAD3E maintient les relations administratives et financières pendant toute la durée de la présente convention.

3.3.4 Collectes de proximité

Conformément à l'article b)1) chapitre III du cahier des charges des charges de l'agrément des éco-organismes, l'Eco-organisme organise des collectes de proximité par apport volontaire, en étroite coordination avec la collectivité, répondant aux critères suivants :

- d'une densité supérieure à 70 habitants par km²
- et d'une population supérieure à 60 000 habitants
- et dont les modes de collecte existants ne permettent pas aux détenteurs (et utilisateurs) de bénéficier d'un service de proximité de nature à atteindre le taux moyen national de collecte séparée de l'ensemble des collectivités constaté l'année N-1.

Ces collectes sont organisées au centre-ville des collectivités concernées (au centre-ville de la (des) commune(s) les plus densément peuplées en cas de contrat multi-collectivités), à des emplacements préalablement identifiés et proposés par l'Eco-organisme au regard du nombre d'habitants riverains et validés annuellement par la collectivité.

L'éco-organisme, en concertation avec la collectivité, fixe un nombre d'opérations annuelles.

Un bilan est réalisé conformément au cahier des charges des éco-organismes, à l'issue de la deuxième année d'agrément.

Article 4 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE VIS-A-VIS DE OCAD3E

Pour l'application de la présente convention, la Collectivité s'engage en son nom et au nom et pour le compte des communes et de leurs groupements adhérents (et des communes adhérentes à ces groupements), visés à l'Annexe 1, en vertu des délibérations de leurs assemblées respectives.

La Collectivité organise et met en place une Collecte séparée des DEEE. Elle décide des mesures opérationnelles nécessaires dans ce cadre, en cohérence avec l'organisation générale du service public local de gestion des déchets ménagers.

OCAD3E désigne l'Eco-organisme référent en Annexe 2.

La Collectivité informe OCAD3E, par courrier postal ou électronique avec accusé de réception, des modifications :

- relatives aux éléments figurant en Annexe 1, notamment des modifications de compétence, de périmètre, de population et de densité (Annexe 1 modificative si nécessaire).
- des modifications susceptibles de concerner le dispositif de Collecte séparée des DEEE, notamment les évolutions concernant les éléments figurant en Annexe 5, après validation par l'Eco-organisme référent.

La Collectivité conserve la possibilité de refuser dans sa Collecte séparée les DEEE qui entraînent des sujétions techniques particulières ou des modifications de l'organisation du service, au sens du Code général des Collectivités.

4.1 Mettre en œuvre des moyens de Collecte séparée

La Collectivité informe OCAD3E des moyens qu'elle entend mettre en place pour la Collecte séparée des DEEE, sous réserve de leur conformité avec les conditions techniques d'enlèvement prévues en Annexe 6. Elle précise notamment le nombre des Points de collecte, leur emplacement et le profil qu'elle leur assigne. A cette fin, elle complète et adresse à OCAD3E et à l'Eco-organisme référent le formulaire d'enregistrement figurant en Annexe 5. Elle informe OCAD3E des modifications concernant les Points de collecte.

La Collectivité fournit à OCAD3E et à l'Eco-organisme référent les indications nécessaires à la gestion opérationnelle des enlèvements : contact, modalité de collecte, fonctionnement des déchèteries (Annexe 5).

En cas de difficultés opérationnelles pour la Collecte séparée, la collectivité se rapprochera de l'Eco-organisme référent pour trouver une solution adaptée.

4.2 Mettre à disposition les DEEE collectés séparément par la Collectivité

La Collectivité met à la disposition de l'Eco-organisme référent les DEEE qu'elle a collectés séparément (sauf prélèvement pour réutilisation), dans les conditions prévues par l'Annexe 6, notamment :

- séparation des 4 flux prévus par l'arrêté Registre national des producteurs du 30 juin 2009 ;
- remise à l'Eco-organisme de l'intégralité des tonnages de DEEE déposés par les usagers (sauf, le cas échéant, les tonnes réutilisées) ;
- utilisation des contenants mis à disposition par l'Eco-organisme référent ;
- respect des quantités minimales d'enlèvement en fonction du Scénario du Point de collecte ;
- accessibilité du site et horaires d'accès ;
- respect des consignes de tri des DEEE fournies en Annexe 6.

La Collectivité veille à maintenir les DEEE dans l'état où ils lui ont été confiés. En particulier, elle interdit les prélèvements sur le ou les Points de collecte, sauf ceux effectués en vue de la réutilisation des DEEE, dans les conditions prévues à l'article 8.

La Collectivité s'engage à réserver les contenants mis à sa disposition par l'Eco-organisme référent à la présentation sur le ou les Points de collecte des DEEE collectés séparément. Elle veille au respect de la qualité des contenants et s'assure que ses agents et ses prestataires en font un usage conforme à leur destination et à une utilisation normale. Elle informe l'Eco-organisme référent en cas de dysfonctionnement.

La Collectivité reconnaît être informée et accepter que l'Eco-organisme référent puisse refuser d'enlever des contenants de DEEE remplis de DEEE en mélange avec d'autres déchets ou produits indésirables présents en quantités significatives, ainsi que des DEEE présentant à la suite d'une contamination un risque pour la sécurité et la santé du personnel que les instruments de protection individuelle conventionnels ou les moyens de conditionnement courants ne permettent pas d'éviter. Dans ce dernier cas, l'Eco-organisme référent assiste la Collectivité dans la recherche d'une solution d'enlèvement et de traitement adaptée.

La Collectivité informe son assureur lors de la mise en place d'une Collecte séparée de DEEE de la présence sur les Points de collecte de contenants mis à disposition par l'Eco-organisme. Elle en fait de même, en cas de mise à disposition de Containers pendant la phase de test.

La Collectivité veille à ce qu'un de ses agents (ou son prestataire) soit présent aux horaires d'accès convenus entre la Collectivité et le prestataire d'enlèvement désigné par l'Eco-organisme référent, afin, notamment, de valider les bordereaux d'enlèvement.

4.3 Prendre les dispositions relatives à la protection du gisement de DEEE

La Collectivité prend les mesures d'ordre public nécessaires afin d'assurer la sûreté des personnes (usagers, prestataires par exemple) sur les Points de collecte. Elle décide également des moyens matériels adaptés afin de réduire les vols sur les Points de collecte, dans la limite des contraintes économiques. Elle peut pour cela faire établir un diagnostic par les référents sûreté ou établir un diagnostic et suivre les préconisations de l'outil Protection du Gisement mis à disposition par OCAD3E. Les modalités de l'accès à l'outil sont précisées en Annexe 3.

La réalisation d'un diagnostic au moyen de l'outil Protection du Gisement et le Marquage GEM Froid et Hors Froid sont un pré-requis pour l'éligibilité au versement de la compensation au titre de la protection du gisement des DEEE selon les conditions définies dans le barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E.

Le marquage du GEM Froid et Hors Froid est effectué par la Collectivité,

Si la protection du gisement sur le ou les Points de collecte ne peut pas être assurée par les mesures mises en œuvre par la Collectivité, celle-ci en informe l'Eco-organisme référent et examine avec celui-ci les mesures susceptibles d'améliorer la situation.

4.4 Garantir les conditions de mise à disposition

La Collectivité s'engage à respecter les conditions de mise à disposition des DEEE collectés séparément définis en Annexe 6 et à déclencher les enlèvements dans le respect du Scénario du Point de collecte retenu pour chaque Point de collecte.

Elle veille à éviter les incidents susceptibles de perturber l'organisation des enlèvements :

- impossibilité d'accéder au Point de collecte ;
- dégradation anormale ou vol des contenants fournis ;
- dégradation des DEEE
- quantité de DEEE à enlever nettement différente des seuils d'enlèvement ;
- non-respect des consignes de tri par flux ;
- présence d'autres déchets en quantité significative dans les lots enlevés.

Lorsque l'Eco-organisme référent constate de façon récurrente l'un des incidents mentionnés ci-dessus perturbant l'enlèvement, il en informe la Collectivité qui prend les mesures correctives nécessaires, telles que l'amélioration de la formation de ses agents ou de ses prestataires.

4.5 Collaborer aux Collectes de proximité organisée par l'Eco-organisme référent

La Collectivité collabore étroitement avec l'Eco-organisme référent dans le cadre des Collectes de proximité que l'Eco-organisme peut être amené à organiser sur le territoire de la Collectivité, dans les conditions et selon les modalités définies et décrites au Cahier des charges annexé à l'arrêté d'agrément de l'Eco-organisme référent et au **3.3.4** ci-avant.

Article 5 : EQUILIBRAGE DE LA FILIERE

Afin d'assurer un suivi régulier du respect par les Eco-organismes de leurs obligations en termes d'enlèvement des DEEE, un Comité de conciliation composé des représentants des collectivités, des Eco-organismes, d'OCAD3E, du ministère chargé de l'environnement, du ministère chargé de l'économie et du ministère chargé des collectivités locales, est institué.

5.1 Equilibrage fin

Lorsque les conditions stipulées aux cahiers des charges annexés aux arrêtés d'agrément d'OCAD3E et des Eco-organismes sont réunies, le Comité de conciliation, met en place le dispositif d'équilibrage fin prévu aux dits cahiers des charges, et qui peut concerner la Collectivité.

Si la Collectivité est concernée par le mécanisme d'équilibrage fin ainsi mis en œuvre, OCAD3E informe la Collectivité 15 jours à l'avance de la mise en œuvre et de l'arrêt de ce mécanisme sur son territoire.

Pendant la période d'équilibrage fin, les enlèvements sont assurés par l'Eco-organisme en position de sous-collecte. L'Eco-organisme référent reste néanmoins pendant cette période l'interlocuteur privilégié de la Collectivité.

5.2 Equilibrage structurel

Le Comité de conciliation met en place, le cas échéant, le dispositif d'équilibrage structurel précisé dans le cahier des charges annexé aux arrêtés d'agrément d'OCAD3E et des Eco-organismes.

OCAD3E informe suffisamment à l'avance, par écrit, la Collectivité du nouvel Eco-organisme référent et propose la modification de l'annexe 2 de la présente convention.

Le mécanisme d'équilibrage structurel s'applique également en cas de défaillance financière de l'Eco-organisme référent.

Article 6 : GESTION DES INCIDENTS ET PROCEDURE DE CONCERTATION

La Collectivité et l'Eco-organisme référent s'informent réciproquement des incidents concernant la collecte, la mise à disposition et l'enlèvement des DEEE collectés séparément (fermeture du Point de collecte lors de l'enlèvement, retard du prestataire chargé de l'enlèvement, incident ou accident lors des manœuvres du véhicule, non livraison des contenants par exemple). Les deux parties examinent ensemble les moyens nécessaires pour remédier à la situation.

En cas d'incidents récurrents du fait de la Collectivité ou de l'Eco-organisme référent et de difficultés pour trouver un accord entre les deux parties, OCAD3E organise une rencontre entre l'Eco-organisme référent et la Collectivité, afin d'examiner les causes de ces dysfonctionnements et les moyens d'améliorer l'organisation des enlèvements.

Article 7 : RECOURS A DES TIERS

Chacune des parties veille à ce que les tiers, agissant pour son compte, respectent les clauses de la présente convention :

- OCAD3E veille au respect de la présente convention par l'Eco-organisme référent, et par les prestataires de ce dernier;
- la Collectivité procède aux modifications de ses contrats de prestations, afin de faire respecter par ses prestataires la présente convention ; elle en intègre les dispositions dans la rédaction de ses nouveaux marchés relatifs à la collecte des DEEE.

Chacune des parties est directement responsable vis-à-vis de l'autre partie de l'exécution des clauses de la présente convention par des tiers agissant pour son compte. Elle fait son affaire du règlement d'éventuels dysfonctionnements résultant de l'action d'un tiers agissant pour son compte.

Article 8 : RECOURS AUX ACTEURS DE LA REUTILISATION

La liste des Points de collecte sur lesquels la Collectivité autorise un prélèvement d'équipements électriques et électroniques pour réutilisation est précisée par la Collectivité à OCAD3E dans l'Annexe 5. Le nom et les coordonnées de l'acteur de la réutilisation qui prélève ces équipements sont renseignés dans l'Annexe 7.

Pour que le tonnage des équipements réutilisés soit comptabilisé au titre des compensations visées à l'article 3.2 de la présente convention et versées à la Collectivité; les conditions suivantes sont à remplir :

- les équipements prélevés aux fins de réutilisation sur le(s) Point(s) de collecte sont pesés,
- les équipements réutilisés à partir de ces prélèvements sont pesés,
- les pesées sont effectuées pour chaque flux. Elles sont réalisées par l'acteur de la réutilisation qui les communique à la Collectivité. Elles sont déclarées trimestriellement à l'Eco-organisme référent par la Collectivité sous le format prévu à l'annexe 7,
- la Collectivité garantit à OCAD3E le respect par l'acteur de la réutilisation de la réglementation en vigueur, notamment celles sur les installations classées, le transport, le suivi des déchets dangereux, les travaux électriques, l'hygiène, la sécurité, la qualification du personnel d'encadrement, les garanties données à l'utilisateur sur le fonctionnement des appareils réemployés. Elle s'assure également du respect par l'acteur de la réutilisation de l'interdiction de démantèlement à des fins de valorisation matière ou de vente de pièces détachées des appareils,
- Les équipements issus des prélèvements mais non réutilisables (devenus DEEE) sont mis à disposition sur le(s) point(s) de collecte pour enlèvement par l'Eco-organisme référent. Ils respectent les conditions prévues au 4.2 de la présente convention.

Ces DEEE mis à disposition font l'objet de versement de compensations financières sur la base du barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E. Les volumes des équipements réutilisés dans le respect des conditions décrites infra sont également soutenus au titre de ce barème.

L'Eco-organisme référent a la faculté de contrôler les données déclarées par l'acteur de la réutilisation à la Collectivité. Il peut en tant que de besoin consulter les livres de vente des appareils réutilisés. L'absence de DEEE mis à disposition sur le Point de collecte après activité de réutilisation est justifiée par la Collectivité et renseignée dans l'Annexe 7.

Le Point de collecte notifié en Annexe 5 de la convention peut être soit une déchèterie, soit / et le site de l'acteur de la réutilisation.

Article 9 : REGIME DES RESPONSABILITES

Les DEEE collectés séparément sont placés sous la responsabilité de la Collectivité lorsqu'ils sont situés sur les Points de collecte. A compter de l'enlèvement par l'Eco-organisme (ou par son prestataire), ils sont la propriété de l'éco-organisme et passent sous sa responsabilité. Ce dernier s'assure de leur transport, de leur traitement et de leur élimination dans des conditions conformes avec les principes du développement durable. Le transfert de propriété et de responsabilité a lieu lors du chargement du véhicule effectuant l'enlèvement des DEEE sur le Point de collecte à la signature du bordereau d'enlèvement par la Collectivité.

Les contenants (en dehors des Container acquis par la Collectivité) mis à disposition de la Collectivité restent la propriété de l'Eco-organisme référent. La Collectivité en assure la garde durant leur présence sur le Point de collecte.

Article 10 : OBLIGATIONS GENERALES D'INFORMATION DU PUBLIC

OCAD3E, la Collectivité et l'Eco-organisme référent prennent les mesures nécessaires afin de remplir les obligations qui leur incombent au titre de l'article R543-187 du code de l'environnement. Ils informent les utilisateurs d'équipements électriques et électroniques :

- de l'obligation de ne pas mélanger les déchets d'équipements électriques et électroniques avec les déchets municipaux non triés ;
- des systèmes de collecte et de reprise d'équipements électriques et électroniques usagés mis à leur disposition ;
- des effets potentiels sur l'environnement et la santé humaine de la présence de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques ;
- de la priorité à donner à la prévention de la production de déchets, notamment par le réemploi des d'équipements électriques et électroniques ;
- du rôle respectif des différents acteurs dans le réemploi des équipements électriques et électroniques, la réutilisation, la réparation, le recyclage et les autres formes de valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- de la signification du symbole prévu à l'article R. 543-177 du code de l'environnement.

Article 11 : PRISE D'EFFET, DUREE ET VALIDITE DE LA PRESENTE CONVENTION

Les dispositions de cette convention s'appliquent à partir du 1er janvier 2017.

Elle est conclue jusqu'au 31 décembre 2020.

La présente convention prend fin de plein droit avant son échéance normale en cas de retrait ou de non renouvellement de l'agrément d'OCAD3E par les Pouvoirs publics.

Article 12 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être modifiée, par avenant signé par les deux parties :

- En cas de modification de la Convention-type d'OCAD3E, validée par les représentants des collectivités et par les représentants d'OCAD3E ;
- En cas de modification des conditions de l'agrément des Eco-organismes ou d'OCAD3E.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux Annexes 1 et 5 pour lesquelles il est procédé comme dit au 3.1.1. ci-avant.

Toutes les autres modifications font l'objet de la part d'OCAD3E d'une notification par courrier postal ou électronique, avec accusé de réception.

Article 13 : RESILIATION DE LA PRESENTE CONVENTION

En cas de manquement grave de l'une des Parties à ses engagements contractuels, la présente convention peut être résiliée à l'initiative de l'autre Partie, à l'expiration d'un délai de trois mois après envoi à la Partie défaillante d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet.

La Collectivité peut à tout moment résilier unilatéralement la présente convention, sans qu'aucune indemnité ne lui soit réclamée. Dans ce cas, elle restituera à l'Eco-organisme référent les contenants fournis.

La présente convention est résiliée de plein droit en cas de retrait ou de non renouvellement de l'agrément d'OCAD3E.

Article 14 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels, qui n'auront pas pu recevoir de solution amiable, sont déférés devant la juridiction administrative compétente.

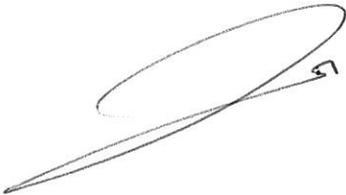
Fait à

le

Pour la Collectivité
Le Maire / le Président
« *Lu et approuvé* » et signature

Pour OCAD3E
Le Président
« *Lu et approuvé* » et signature

Lu et Approuvé



ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Eléments d'identification et de qualification de la Collectivité
- Annexe 2 : Eco-organisme référent de la Collectivité
- Annexe 3 : Outil de diagnostic Protection du Gisement
- Annexe 4 : Dépenses de communication
- Annexe 5 : Liste des Points de collecte
- Annexe 5 bis : Organisation des enlèvements
- Annexe 6 : Dispositions relatives à l'enlèvement des DEEE
- Annexe 7 : Prélèvements par un acteur de réutilisation



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 12 octobre 2017

Nb de membres en exercice : 64
 Nb de membres présents : 50
 Nb de membres votants : 57
 (dont 5 pouvoirs)
 Convocation du 05/10/2017

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à dix-neuf heures, le Conseil communautaire de la Communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire s'est réuni, salle Collet Mériaud – VARENNES-SUR-ALLIER, en session ordinaire, sur la convocation de Monsieur Roger LITAUDON, Président, en date du 5 octobre 2017

Présents : Mesdames et Messieurs les conseillers communautaires : Jean Michel ALLAIN, Marie France AUGIER, Henri BÉCAUT, Gilles BERRAT, Michelle BERTHIER, Luce BILLET, Xavier CADORET, Jean Paul CHERASSE, Pierre COURTADON, Martine CRUMIERE, Régis CURY, Patrick DARCANGE, David DARRAS, Alain DECERLE, Claudette DELORME, Dominique DIAT, Guy FRAISE, Odile FRANCHISSEUR, Monique FRIAUD, Dominique GEOFFROY, Patrick GOBERT, Léopold GODART, Roseline GOURDON, Henry JOLY, Guy LABBE, Christian LABILLE, Michel LAURENT, Jean LAURENT, Jean Pierre LECORNET, Roger LITAUDON, Alain LOGNON, Marie Jo MARGELIDON-FOUQUET, Fabrice MARIDET, Christine MARTIN TISON, Louis MERET, Yves NOEL, André PIESSE, Henri PUJOS, André RATINIER, Alain REVIRON, Colette ROBOTA, Lionel ROUAULT, Olivier ROUSSEAUX, Blandine SOCHET, Dominique TALON, Pascal THEVENOUX, Jean François TOCANT, Marie Thérèse TULOUP, Alain VERNISSE, Pascal VERNISSE.

Absents excusés représentés par : Alain FAVARETTO par Alain LOGNON (Beaulon), Valérie GOUBY par Pascal VERNISSE (Dompierre-sur-Besbre), Valérie LASSALLE par Dominique DIAT (Varennnes-sur-Allier), Bernard POIGNANT (St Léger sur Vouzance) par Roger LITAUDON (Varennnes-sur-Allier), Bernadette PERICHON par Monique FRIAUD (Varennnes-sur-Allier),

Absents excusés suppléés par : Daniel BAHEUX par Jean Luc MARQUANT (Saligny-sur-Roudon), Albert CHARRONDIERE par Jacqueline LAUSTRIAT (Luneau)

Absents : Patrick BENIGAUD (Beaulon), Jean Luc COLLIN (Saint-Voir), Sébastien LITAUDON (Saint Didier en Donjon), Isabelle PETIOT (Liernolles), Yves PLOUHINEC (Monétay-sur-Loire), Annie France POUGET (Dompierre-sur-Besbre), Claire TOGNON Montcombroux les Mines),

Secrétaire de séance : Roseline GOURDON

DELIBERATION N° 107 - B - ENVIRONNEMENT – Collecte et traitement des ordures ménagères – 13 communes du secteur LE DONJON – Signature électronique tout acte juridique permettant la perception d'un soutien financier avec CITEO (nouvelle appellation d'Eco Emballage et d'Ecofolio)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'environnement (notamment les articles L.541-10-1 et D.543-207 à D.543-212-3),

Vu l'Arrêté en vigueur portant agrément d'un organisme ayant pour objet de percevoir la contribution à la collecte, à la valorisation et à l'élimination des déchets d'imprimés et de verser les soutiens aux collectivités territoriales en application de l'article L.541-10-1 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté préfectoral n° 3221/2016 en date du 8 décembre 2016 portant fusion des communautés de communes Le Donjon Val Libre – Val de Besbre Sologne Bourbonnaise – Varennnes Forterre au 1^{er} janvier 2017,

Vu la gestion directe de la compétence « Elimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés » exercée sur 13 communes de l'ancienne communauté de communes Le Donjon Val Libre,

Vu l'avis du Bureau en date du 9 octobre 2017,

Considérant l'intérêt économique de la collectivité à bénéficier d'une nouvelle recette financière,

Il est exposé que :

- la filière des papiers graphiques s'est organisée pour mettre en œuvre une responsabilité élargie du producteur (REP) et, ainsi, participer à la fin de vie de ses produits.

- le code de l'environnement prévoit que les personnes visées au I de l'article L. 541-10-1 contribuent à la collecte, à la valorisation et à l'élimination des déchets d'imprimés papiers, ménagers et assimilés ainsi produits, notamment en versant une contribution financière aux éco-organismes agréés pour la filière papiers.

A ce titre, les éco-organismes versent à leur tour une participation financière aux collectivités locales ayant la charge de la gestion du service public des déchets.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- autorise le Président à apposer sa signature électronique sur tout acte juridique (convention, contrat, avenant...) avec CITEO, permettant à la communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire de percevoir le soutien financier prévu au IV de l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement au titre des déchets papiers collectés et traités en 2016.

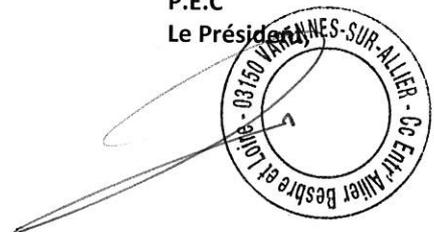
Certifiée exécutoire la présente délibération

Publiée ou notifiée le

Déposée en Préfecture le

P.E.C

Le Président



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS****Séance du 12 octobre 2017**

Nb de membres en exercice : 64
 Nb de membres présents : 50
 Nb de membres votants : 57
 (dont 5 pouvoirs)
 Convocation du 05/10/2017

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à dix-neuf heures, le Conseil communautaire de la Communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire s'est réuni, salle Collet Mériaud – VARENNES-SUR-ALLIER, en session ordinaire, sur la convocation de Monsieur Roger LITAUDON, Président, en date du 5 octobre 2017

Présents : Mesdames et Messieurs les conseillers communautaires (classement par ordre alphabétique) : Jean Michel ALLAIN, Marie France AUGIER, Henri BÉCAUT, Gilles BERRAT, Michelle BERTHIER, Luce BILLET, Xavier CADORET, , Jean Paul CHERASSE, Pierre COURTADON, Martine CRUMIERE, Régis CURY, Patrick DARCANGE, David DARRAS, Alain DECERLE, Claudette DELORME, Dominique DIAT, Guy FRAISE, Odile FRANCHISSEUR, Monique FRIAUD, Dominique GEOFFROY, Patrick GOBERT, Léopold GODART, Roseline GOURDON, Henry JOLY, Guy LABBE, Christian LABILLE, Michel LAURENT, Jean LAURENT, Jean Pierre LECORNET, Roger LITAUDON, Alain LOGNON, Marie Jo MARGELIDON-FOUQUET, Fabrice MARIDET, Christine MARTIN TISON, Louis MERET, Yves NOEL, , André PIESAT, Henri PUJOS, André RATINIER, Alain REVIRON, Colette ROBOTA, Lionel ROUAULT, Olivier ROUSSEAUX, Blandine SOCHET, Dominique TALON, Pascal THEVENOUX, Jean François TOCANT, Marie Thérèse TULOUP, Alain VERNISSE, Pascal VERNISSE.

Absents excusés représentés par : Alain FAVARETTO par Alain LOGNON (Beaulon), Valérie GOUBY par Pascal VERNISSE (Dompierre-sur-Besbre), Valérie LASSALLE par Dominique DIAT (Varennnes-sur-Allier), Bernard POIGNANT (St Léger sur Vouzance) par Roger LITAUDON (Varennnes-sur-Allier), Bernadette PERICHON par Monique FRIAUD (Varennnes-sur-Allier),

Absents excusés suppléés par : Daniel BAHEUX par Jean Luc MARQUANT (Saligny-sur-Roudon), Albert CHARRONDIERE par Jacqueline LAUSTRIAT (Luneau)

Absents : Patrick BENIGAUD (Beaulon), Jean Luc COLLIN (Saint-Voir), Sébastien LITAUDON (Saint Didier en Donjon,) Isabelle PETIOT (Lienrolles), Yves PLOUHINEC (Monétay-sur-Loire), Annie France POUGET (Dompierre-sur-Besbre), Claire TOGNON (Montcombroux les Mines),

Secrétaire de séance : Roseline GOURDON

**DELIBERATION N° 108 - POLITIQUES CULTURELLES – Médiathèque « les Pieds dans l'eau »
 Jaligny sur Besbre - Projet mise en œuvre Résidence d'auteur (2018/-2020) – demande soutien
 CENTRE NATIONAL DU LIVRE**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la Commission en date du 6 octobre 2017,

Vu l'avis du Bureau en date du 9 octobre 2017,

Considérant que le projet de résidence d'auteur est intégré à l'équipement de la Médiathèque et son Exposition Permanente ainsi que la réalisation de l'EHTPA et la salle de mémoire dans le cadre du P.E.R (Pôle d'Excellence Rurale) « Cultiver la mémoire pour préparer l'avenir à Jaligny sur Besbre »,

Considérant les objectifs du projet :

- ▶ permettre l'accès à la culture au plus grand nombre, la découverte du territoire et de ses populations,
- ▶ favoriser la relation intergénérationnelle
- ▶ soutenir la création littéraire et faire découvrir un auteur et démystifier l'image de l'auteur et de la création
- ▶ donner les conditions de travail nécessaires pour réaliser son oeuvre
- ▶ réaliser un travail de médiation autour de la littérature auprès des habitants du territoire

Le Président rappelle les objectifs de l'espace culturel « les Pieds dans l'Eau » sis à Jaligny sur Besbre, labellisé Pôle d'Excellence Rurale en 2010, ci-dessous :

- la valorisation du patrimoine littéraire du territoire
- l'hommage rendu à René Fallet, écrivain d'origine bourbonnaise
- la sauvegarde et la diffusion de la mémoire locale en partenariat avec l'Association Agir en Pays jalinois

La résidence d'auteur, (d'une durée de 1 mois minimum à 3 mois maximum) intégrée dans l'équipement culturel de la médiathèque, aura pour objectif :

- de soutenir la création littéraire
- de faire découvrir un auteur
- de lui donner les conditions pour travailler sur son œuvre
- de passer commande d'une œuvre en lien avec le territoire
- de faire un travail de médiation autour de la littérature auprès des habitants du territoire
- de toucher des publics éloignés de la littérature
- de démythifier l'image de l'auteur et de la création

Le projet de l'auteur doit être en phase avec le territoire. Soit, il poursuit un travail de création ou d'écriture, soit il mène un projet de création littéraire en lien avec les habitants.

S'agissant du projet de la collectivité, dans le cadre d'une mise en place en 2018 et dans le but de solliciter un maximum de subventions auprès des partenaires, ces derniers devant être destinataires, pour la plupart, du projet avant le 30 octobre 2017, celle-ci doit :

- définir des objectifs précis ainsi que la direction artistique qu'elle souhaite donner au travail de l'auteur,
- privilégier un genre littéraire, si possible en adéquation avec le territoire (rural ou urbain),
- définir le choix d'une commande ou d'une écriture libre,
- mettre en place un programme d'animations et d'actions de médiation culturelles autour de l'écrivain,
- élaborer un montage financier pluriannuel de l'opération adopté par le conseil communautaire après avis de la Commission et du Bureau,
- solliciter le partenariat du CNL, de la DRAC, et toute forme de partenariat visant à soutenir le projet de mise en œuvre d'une résidence d'auteur.

Monsieur le Président propose d'adopter le projet pluriannuel 2018/2020 selon les éléments décrits ci-dessus et de solliciter les partenaires.

■ CENTRE NATIONAL DU LIVRE - Aide aux auteurs et traducteurs - Bourse de résidence

Cette aide vise à attribuer une rémunération à des écrivains, illustrateurs ou traducteurs invités en résidence par une structure pour leur permettre de mener à bien un projet d'écriture, d'illustration ou de traduction, ainsi qu'un projet d'animation littéraire élaboré conjointement avec la structure d'accueil. Les auteurs doivent prendre connaissance du règlement des aides auprès du CNL, pour vérifier qu'ils répondent aux conditions d'éligibilité de l'aide à laquelle ils prétendent.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- d'approuver le projet de mise en œuvre de la résidence d'auteur (intégrée dans la Médiathèque « les Pieds dans l'eau » sise à Jaligny sur besbre sur une durée de 3 ans, soit 2018 à 2020 inclus, tel qu'il est exposé ci-dessus, et dans la limite d'un autofinancement communautaire annuel de deux mille cinq cents euros,
- de solliciter le Centre National du Livre afin de soutenir ledit projet dans les conditions d'attribution d'une bourse de résidence directement versée à l'auteur fixées par le C.N.L,
- d'autoriser le Président ou son représentant à effectuer les démarches correspondantes et signer tout document nécessaire à la réalisation du projet de mise en œuvre de la Résidence d'auteur.

Certifiée exécutoire la présente délibération
Publiée ou notifiée le
Déposée en Préfecture le

P.E.C
Le Président,



DELIBERATION N°	2017.10.12/108 A
CLASSIFICATION :	8.8

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 12 octobre 2017

Nb de membres en exercice : 64
 Nb de membres présents : 50
 Nb de membres votants : 57
 (dont 5 pouvoirs)
 Convocation du 05/10/2017

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à dix-neuf heures, le Conseil communautaire de la Communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire s'est réuni, salle Collet Mériaud – VARENNES-SUR-ALLIER, en session ordinaire, sur la convocation de Monsieur Roger LITAUDON, Président, en date du 5 octobre 2017

Présents : Mesdames et Messieurs les conseillers communautaires (classement par ordre alphabétique) : Jean Michel ALLAIN, Marie France AUGIER, Henri BÉCAUT, Gilles BERRAT, Michelle BERTHIER, Luce BILLET, Xavier CADORET, , Jean Paul CHERASSE, Pierre COURTADON, Martine CRUMIERE, Régis CURY, Patrick DARCANGE, David DARRAS, Alain DECERLE, Claudette DELORME, Dominique DIAT, Guy FRAISE, Odile FRANCHISSEUR, Monique FRIAUD, Dominique GEOFFROY, Patrick GOBERT, Léopold GODART, Roseline GOURDON, Henry JOLY, Guy LABBE, Christian LABILLE, Michel LAURENT, Jean LAURENT, Jean Pierre LECORNET, Roger LITAUDON, Alain LOGNON, Marie Jo MARGELIDON-FOUQUET, Fabrice MARIDET, Christine MARTIN TISON, Louis MERET, Yves NOEL, , André PIESSEAT, Henri PUJOS, André RATINIER, Alain REVIRON, Colette ROBOTA, Lionel ROUAULT, Olivier ROUSSEAUX, Blandine SOCHET, Dominique TALON, Pascal THEVENOUX, Jean François TOCANT, Marie Thérèse TULOUP, Alain VERNISSE, Pascal VERNISSE.

Absents excusés représentés par : Alain FAVARETTO par Alain LOGNON (Beaulon), Valérie GOUBY par Pascal VERNISSE (Dompierre-sur-Besbre), Valérie LASSALLE par Dominique DIAT (Varennnes-sur-Allier), Bernard POIGNANT (St Léger sur Vouzance) par Roger LITAUDON (Varennnes-sur-Allier), Bernadette PERICHON par Monique FRIAUD (Varennnes-sur-Allier),

Absents excusés suppléés par : Daniel BAHEUX par Jean Luc MARQUANT (Saligny-sur-Roudon), Albert CHARRONDIERE par Jacqueline LAUSTRIAT (Luneau)

Absents : Patrick BENIGAUD (Beaulon), Jean Luc COLLIN (Saint-Voir), Sébastien LITAUDON (Saint Didier en Donjon,) Isabelle PETIOT (Liernolles), Yves PLOUHINEC (Monétay-sur-Loire), Annie France POUGET (Dompierre-sur-Besbre), Claire TOGNON (Montcombroux les Mines),

Secrétaire de séance : Roseline GOURDON

**DELIBERATION N° 108 A - POLITIQUES CULTURELLES – Médiathèque « les Pieds dans l'eau »
 Jaligny sur Besbre - Projet mise en œuvre Résidence d'auteur (2018/-2020) – demande soutien
 DRAC Auvergne Rhône Alpes – Aide aux Résidences Ecrivain**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la Commission en date du 6 octobre 2017,

Vu l'avis du Bureau en date du 9 octobre 2017,

Vu la délibération N°108 du 12 octobre 2017 par laquelle le conseil communautaire a sollicité le Centre National du Livre afin de soutenir le projet de mise en œuvre d'une Résidence d'auteur dans le cadre du dispositif d'attribution d'une bourse de résidence,

Considérant que le projet de résidence d'auteur est intégré à l'équipement de la Médiathèque et son Exposition Permanente ainsi que la réalisation de l'EHTPA et la salle de mémoire dans le cadre du P.E.R (Pôle d'Excellence Rurale) « Cultiver la mémoire pour préparer l'avenir à Jaligny sur Besbre »,

Considérant les objectifs du projet :

- ▶ permettre l'accès à la culture au plus grand nombre, la découverte du territoire et de ses populations,
- ▶ favoriser la relation intergénérationnelle
- ▶ soutenir la création littéraire et faire découvrir un auteur et démystifier l'image de l'auteur et de la création
- ▶ donner les conditions de travail nécessaires pour réaliser son oeuvre
- ▶ réaliser un travail de médiation autour de la littérature auprès des habitants du territoire

Le Président rappelle les objectifs de l'espace culturel « les Pieds dans l'Eau » sis à Jaligny sur Besbre, labellisé Pôle d'Excellence Rurale en 2010, ci-dessous :

- la valorisation du patrimoine littéraire du territoire
- l'hommage rendu à René Fallet, écrivain d'origine bourbonnaise
- la sauvegarde et la diffusion de la mémoire locale en partenariat avec l'Association Agir en Pays jalinois

La résidence d'auteur, (d'une durée de 2 à 10 mois maximum) intégrée dans l'équipement culturel de la médiathèque, aura pour objectif :

- de soutenir la création littéraire
- de faire découvrir un auteur
- de lui donner les conditions pour travailler sur son œuvre
- de passer commande d'une œuvre en lien avec le territoire
- de faire un travail de médiation autour de la littérature auprès des habitants du territoire
- de toucher des publics éloignés de la littérature
- de démythifier l'image de l'auteur et de la création

Le projet de l'auteur doit être en phase avec le territoire. Soit, il poursuit un travail de création ou d'écriture, soit il mène un projet de création littéraire en lien avec les habitants.

S'agissant du projet de la collectivité, dans le cadre d'une mise en place en 2018 et dans le but de solliciter un maximum de subventions auprès des partenaires, ces derniers devant être destinataires, pour la plupart, du projet avant le 30 octobre 2017, celle-ci doit :

- définir des objectifs précis ainsi que la direction artistique qu'elle souhaite donner au travail de l'auteur,
- privilégier un genre littéraire, si possible en adéquation avec le territoire (rural ou urbain),
- définir le choix d'une commande ou d'une écriture libre,
- mettre en place un programme d'animations et d'actions de médiation culturelles autour de l'écrivain,
- élaborer un montage financier pluriannuel de l'opération adopté par le conseil communautaire après avis de la Commission et du Bureau,
- solliciter le partenariat du CNL, de la DRAC, et toute forme de partenariat visant à soutenir le projet de mise en œuvre d'une résidence d'auteur.

Monsieur le Président propose d'adopter le projet pluriannuel 2018/2020 selon les éléments décrits ci-dessus et de solliciter les partenaires.

■ DRAC AUVERGNE RHONE ALPES - Aide aux Résidences Ecrivain

Cette aide vise à favoriser une relation vivante des habitants à la création littéraire tout en permettant le projet d'écriture propre à l'auteur.

La « résidence » est entendue comme l'association d'un auteur et d'une structure d'accueil pour réaliser un projet d'action littéraire sur une période de 2 à 10 mois.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, décide :

- d'approuver le projet de mise en œuvre de la résidence d'auteur (intégrée dans la Médiathèque « les Pieds dans l'eau » sise à Jaligny sur besbre sur une durée de 3 ans, soit 2018 à 2020 inclus, tel qu'il est exposé ci-dessus, et dans la limite d'un autofinancement communautaire annuel de deux mille cinq cents euros,

- d'approuver le montage financier annuel ci-dessous :

Dépenses dans la limite maximum des montants indiqués

Bourse	7 500 €
Charges :	1 500 €
Charges fonctionnement.....	900 €
Acquisition ouvrages :	600 €
TOTAL.....	10 500 €



Envoyé en préfecture le 27/10/2017

Reçu en préfecture le 27/10/2017

Affiché le

SLOW

ID : 003-200071470-20171012-DELIB2017108A-DE

Recettes :

DRAC Auvergne Rhône Alpes.....	7 200 €
LEADER	800 €
Autofinancement communautaire.....	2 500 €
TOTAL.....	10 500 €

- de solliciter la DRAC Auvergne Rhône Alpes afin de soutenir ledit projet dans les conditions d'attribution de l'aide aux écrivains,

- de solliciter l'EUROPE au titre des fonds LEADER,

- d'autoriser le Président ou son représentant à effectuer les démarches correspondantes et signer tout document nécessaire à la réalisation du projet de mise en œuvre de la Résidence d'auteur.

Certifiée exécutoire la présente délibération

Publiée ou notifiée le

Déposée en Préfecture le

P.E.C

Le Président,



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 12 octobre 2017

Nb de membres en exercice : 64
 Nb de membres présents : 50
 Nb de membres votants : 57
 (dont 5 pouvoirs)
 Convocation du 05/10/2017

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à dix-neuf heures, le Conseil communautaire de la Communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire s'est réuni, salle Collet Mériaud – VARENNES-SUR-ALLIER, en session ordinaire, sur la convocation de Monsieur Roger LITAUDON, Président, en date du 5 octobre 2017

Présents : Mesdames et Messieurs les conseillers communautaires : Jean Michel ALLAIN, Marie France AUGIER, Henri BÉCAUT, Gilles BERRAT, Michelle BERTHIER, Luce BILLET, Xavier CADORET, , Jean Paul CHERASSE, Pierre COURTADON, Martine CRUMIERE, Régis CURY, Patrick DARCANGE, David DARRAS, Alain DECERLE, Claudette DELORME, Dominique DIAT, Guy FRAISE, Odile FRANCHISSEUR, Monique FRIAUD, Dominique GEOFFROY, Patrick GOBERT, Léopold GODART, Roseline GOURDON, Henry JOLY, Guy LABBE, Christian LABILLE, Michel LAURENT, Jean LAURENT, Jean Pierre LECORNET, Roger LITAUDON, Alain LOGNON, Marie Jo MARGELIDON-FOUQUET, Fabrice MARIDET, Christine MARTIN TISON, Louis MERET, Yves NOEL, , André PIESSEAT, Henri PUJOS, André RATINIER, Alain REVIRON, Colette ROBOTA, Lionel ROUAULT, Olivier ROUSSEAU, Blandine SOCHET, Dominique TALON, Pascal THEVENOUX, Jean François TOCANT, Marie Thérèse TULOUP, Alain VERNISSE, Pascal VERNISSE.

Absents excusés représentés par : Alain FAVARETTO par Alain LOGNON (Beaulon), Valérie GOUBY par Pascal VERNISSE (Dompierre-sur-Besbre), Valérie LASSALLE par Dominique DIAT (Varennnes-sur-Allier), Bernard POIGNANT (St Léger sur Vouzance) par Roger LITAUDON (Varennnes-sur-Allier), Bernadette PERICHON par Monique FRIAUD (Varennnes-sur-Allier),

Absents excusés suppléés par : Daniel BAHEUX par Jean Luc MARQUANT (Saligny-sur-Roudon), Albert CHARRONDIERE par Jacqueline LAUSTRIAT (Luneau)

Absents : Patrick BENIGAUD (Beaulon), Jean Luc COLLIN (Saint-Voir), Sébastien LITAUDON (Saint Didier en Donjon,) Isabelle PETIOT (Lienrolles), Yves PLOUHINEC (Monétay-sur-Loire), Annie France POUGET (Dompierre-sur-Besbre), Claire TOGNON Montcombroux les Mines),

Secrétaire de séance : Roseline GOURDON

DELIBERATION N° 109 - DEVELOPPEMENT TERRITORIAL – Commerce local – ouverture exceptionnelle établissements commerces de détail – Dompierre sur Besbre – Varennnes sur Allier - Dérogations repos dominical

Vu le code du travail et notamment son art. L.3132-26,

Vu la demande des communes de Dompierre sur Besbre et de Varennnes sur Allier portant sur l'avis conforme du conseil communautaire sur la décision du maire prise après avis du conseil municipal de porter à 12 les dérogations au repos dominical dans les établissements de commerce de détail, dans le cadre des périodes de forte activité commerciale, soldes, rentrée scolaire, fêtes de fin d'année pour l'année 2018,

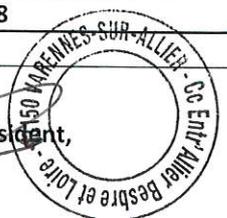
Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, sauf une voix contre (R. GOURDON) décide de donner un avis favorable à :

- l'ouverture de l'établissement de commerce ATAC – commune de Dompierre sur besbre, à raison de 12 dimanches au cours de l'année 2018 dont les dimanches 23 et 30 décembre 2018,
- l'ouverture des établissements de commerce de Varennnes sur Allier, selon le tableau ci-dessous.

Dimanche 14 janvier 2018	Dimanche 21 janvier 2018
Dimanche 01 juillet 2018	Dimanche 08 juillet 2018
Dimanche 26 août 2018	
Dimanche 2 septembre 2018	Dimanche 9 septembre 2018
Dimanche 2 décembre 2018	Dimanche 9 décembre 2018
Dimanche 16 décembre 2018	Dimanche 23 décembre 2018
Dimanche 30 décembre 2018	

Certifiée exécutoire la présente délibération
 Publiée ou notifiée le
 Déposée en Préfecture le

P.E.C
 Le Président,





EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 12 octobre 2017

Nb de membres en exercice : 64
 Nb de membres présents : 50
 Nb de membres votants : 57
 (dont 5 pouvoirs)
 Convocation du 05/10/2017

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à dix-neuf heures, le Conseil communautaire de la Communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire s'est réuni, salle Collet Mériaud – VARENNES-SUR-ALLIER, en session ordinaire, sur la convocation de Monsieur Roger LITAUDON, Président, en date du 5 octobre 2017

Présents : Mesdames et Messieurs les conseillers communautaires (classement par ordre alphabétique) : Jean Michel ALLAIN, Marie France AUGIER, Henri BÉCAUT, Gilles BERRAT, Michelle BERTHIER, Luce BILLET, Xavier CADORET, , Jean Paul CHERASSE, Pierre COURTADON, Martine CRUMIERE, Régis CURY, Patrick DARCANGE, David DARRAS, Alain DECERLE, Claudette DELORME, Dominique DIAT, Guy FRAISE, Odile FRANCHISSEUR, Monique FRIAUD, Dominique GEOFFROY, Patrick GOBERT, Léopold GODART, Roseline GOURDON, Henry JOLY, Guy LABBE, Christian LABILLE, Michel LAURENT, Jean LAURENT, Jean Pierre LECORNET, Roger LITAUDON, Alain LOGNON, Marie Jo MARGELIDON-FOUQUET, Fabrice MARIDET, Christine MARTIN TISON, Louis MERET, Yves NOEL, , André PLESSAT, Henri PUJOS, André RATINIER, Alain REVIRON, Colette ROBOTA, Lionel ROUAULT, Olivier ROUSSEAUX, Blandine SOCHET, Dominique TALON, Pascal THEVENOUX, Jean François TOCANT, Marie Thérèse TULOUP, Alain VERNISSE, Pascal VERNISSE.

Absents excusés représentés par : Alain FAVARETTO par Alain LOGNON (Beaulon), Valérie GOUBY par Pascal VERNISSE (Dompierre-sur-Besbre), Valérie LASSALLE par Dominique DIAT (Varennnes-sur-Allier), Bernard POIGNANT (St Léger sur Vouzance) par Roger LITAUDON (Varennnes-sur-Allier), Bernadette PERICHON par Monique FRIAUD (Varennnes-sur-Allier),

Absents excusés suppléés par : Daniel BAHEUX par Jean Luc MARQUANT (Saligny-sur-Roudon), Albert CHARRONDIERE par Jacqueline LAUSTRIAT (Luneau)

Absents : Patrick BENIGAUD (Beaulon), Jean Luc COLLIN (Saint-Voir), Sébastien LITAUDON (Saint Didier en Donjon,) Isabelle PETIOT (Liermolles), Yves PLOUHINEC (Monétay-sur-Loire), Annie France POUGET (Dompierre-sur-Besbre), Claire TOGNON Montcombroux les Mines),

Secrétaire de séance : Roseline GOURDON

DELIBERATION N° 110 - DEVELOPPEMENT TERRITORIAL – PATRIMOINE - Acquisition ensemble immobilier – (riche Moreux) Varennnes sur Allier .

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération N° 97 du 25 septembre 2017 par laquelle le conseil communautaire a autorisé la poursuite de la négociation par le Président sur l'acquisition d'un ensemble immobilier sis à Varennnes sur Allier, 20 rue du Bourbonnais, par la Communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire, sous réserve d'obtenir l'avis de la Commission développement économique après visite du site et étude approfondie des travaux d'aménagement nécessaires,

Vu la demande d'avis domanial déposée auprès de la Direction générale des Finances,

Vu l'avis favorable de la Commission développement économique, en date du 5 octobre 2017 après visite du site et étude approfondie des travaux d'aménagement nécessaires,

Vu les crédits inscrits au budget,

Considérant l'opportunité et l'intérêt économique du projet d'acquisition de l'ensemble immobilier ci-dessus cité,

Monsieur Labille, Vice-Président délégué au développement économique présente les caractéristiques de l'ensemble immobilier (riche Moreux) sis à Varennnes sur Allier -20 rue du Bourbonnais, propriété de Monsieur Roger Boyer, proposé à l'acquisition par la Communauté de communes pour un montant de deux cent mille euros en soulignant l'intérêt patrimonial et économique du projet dans la perspective d'y envisager notamment une pépinière d'entreprises :

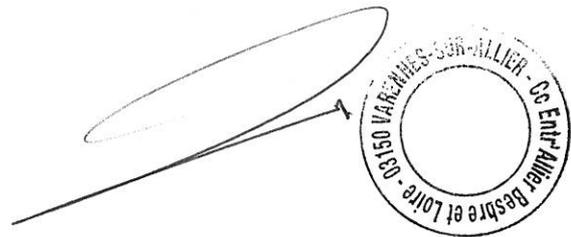
- réf. cadastrales : section AM N° 390,391,392,394,395,396 pour les surfaces ci-dessous approximatives :
- propriété totale terrain :3 ha 45 a 68 ca
- surface couverte :11 000 m2
- un bâtiment structure métallique :8 000 m2
- un bâtiment à démolir :360 m2
- un espace réhabilité en bowling :2 600 m2
- un parking 40 places

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité sauf 5 abstentions (A. Lognon – A. Favaretto – P. Courtadon – Y. Noël - C. Robotta) décide :

- d'acquérir l'ensemble immobilier sis à Varennes sur Allier – 20 rue du Bourbonnais, cadastré section AM N°390,391,392,394,395,396 constituant une réserve foncière pour permettre le développement d'activités économiques et ainsi renforcer l'attractivité du territoire pour un montant de deux cent mille euros,
- d'autoriser le Président ou son représentant à signer l'acte notarié à intervenir et tout document se rapportant à l'affaire.

Certifiée exécutoire la présente délibération
Publiée ou notifiée le
Déposée en Préfecture le

P.E.C
Le Président,



The image shows a handwritten signature in black ink, which is a stylized, elongated loop. To the right of the signature is a circular official stamp. The stamp contains the text '03150 VARENNES-SUR-ALLIER - CC Ent' Allier Besdre et Lore' around the perimeter.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 12 octobre 2017

Nb de membres en exercice : 64
 Nb de membres présents : 50
 Nb de membres votants : 57
 (dont 5 pouvoirs)
 Convocation du 05/10/2017

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à dix-neuf heures, le Conseil communautaire de la Communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire s'est réuni, salle Collet Mériaud – VARENNES-SUR-ALLIER, en session ordinaire, sur la convocation de Monsieur Roger LITAUDON, Président, en date du 5 octobre 2017

Présents : Mesdames et Messieurs les conseillers communautaires (classement par ordre alphabétique) : Jean Michel ALLAIN, Marie France AUGIER, Henri BÉCAUT, Gilles BERRAT, Michelle BERTHIER, Luce BILLET, Xavier CADORET, , Jean Paul CHERASSE, Pierre COURTADON, Martine CRUMIERE, Régis CURY, Patrick DARCANGE, David DARRAS, Alain DECERLE, Claudette DELORME, Dominique DIAT, Guy FRAISE, Odile FRANCHISSEUR, Monique FRIAUD, Dominique GEOFFROY, Patrick GOBERT, Léopold GODART, Roseline GOURDON, Henry JOLY, Guy LABBE, Christian LABILLE, Michel LAURENT, Jean LAURENT, Jean Pierre LECORNET, Roger LITAUDON, Alain LOGNON, Marie Jo MARGELIDON-FOUQUET, Fabrice MARIDET, Christine MARTIN TISON, Louis MERET, Yves NOEL, , André PLESSAT, Henri PUJOS, André RATINIER, Alain REVIRON, Colette ROBOTA, Lionel ROUAULT, Olivier ROUSSEAUX, Blandine SOCHET, Dominique TALON, Pascal THEVENOUX, Jean François TOCANT, Marie Thérèse TULOUP, Alain VERNISSE, Pascal VERNISSE.

Absents excusés représentés par : Alain FAVARETTO par Alain LOGNON (Beaulon), Valérie GOUBY par Pascal VERNISSE (Dompierre-sur-Besbre), Valérie LASSALLE par Dominique DIAT (Varennnes-sur-Allier), Bernard POIGNANT (St Léger sur Vouzance) par Roger LITAUDON (Varennnes-sur-Allier), Bernadette PERICHON par Monique FRIAUD (Varennnes-sur-Allier),

Absents excusés suppléés par : Daniel BAHEUX par Jean Luc MARQUANT (Saligny-sur-Roudon), Albert CHARRONDIERE par Jacqueline LAUSTRIAT (Luneau)

Absents : Patrick BENIGAUD (Beaulon), Jean Luc COLLIN (Saint-Voir), Sébastien LITAUDON (Saint Didier en Donjon,) Isabelle PETIOT (Liernolles), Yves PLOUHINEC (Monétay-sur-Loire), Annie France POUGET (Dompierre-sur-Besbre), Claire TOGNON Montcombroux les Mines),

Secrétaire de séance : Roseline GOURDON

DELIBERATION N° 111- DEVELOPPEMENT TERRITORIAL – Politiques contractuelles – Projet Construction de 11 logements adaptés aux personnes âgées et à mobilité réduite dans le centre bourg du Donjon – plan de financement – Demande subvention Etat (FSIL) et PLS.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération communautaire n° 67 du 6 juin 2017 approuvant le plan d'actions 2017/2020 et les sommes fléchées sur la fiche action n°36 « Construction de 11 logements adaptés au Donjon » de 300 000 € du Contrat Ambition à signer avec le Conseil Régional Rhône Alpes Auvergne et de 129 962 € du Contrat de Territoire Allier à signer avec le Conseil Départemental de l'Allier,

Considérant le projet initié et engagé par la communauté de communes Le Donjon Val Libre durant l'année 2016 pour la construction de 11 logements adaptés aux personnes âgées et à mobilité réduite dans le centre bourg du Donjon, estimé à 1 200 000 € HT,

Il est proposé au conseil communautaire :

- de déposer une demande de subvention auprès de l'Etat dans le cadre du dispositif « Fonds de Soutien à l'Investissement Local 2018 » (FSIL), notamment sur la ligne de crédits en direction des investissements dans les domaines prioritaires dont celui du logement.

- de déposer une demande de Prêt Locatif Social (PLS) auprès de l'Etat. Il est précisé que cette demande sera tributaire de l'obtention des demandes de subventions attendues et de leurs montants.

En effet, la quotité minimum du prêt doit être au moins égale à 50 % du prix de revient HT de l'opération.

La durée maximale du prêt est fixée à 30 ans. Son taux est indexé sur le Livret A et varie selon les établissements prêteurs habilités à distribuer le PLS. Ce dernier permet de bénéficier du taux réduit de TVA à 5,5 % et d'une exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pendant 25 ans pour les logements aidés.

En contrepartie de l'agrément PLS, une convention est signée entre le bénéficiaire et l'État, constituant l'engagement principal envers le caractère social du logement.

Pendant la durée du prêt, le bénéficiaire s'engage à louer à un loyer inférieur au loyer maximum à des ménages respectant les plafonds de ressources.

Le plan de financement définitif serait le suivant :

Dépenses		Recettes		
Nature dépense	Coût HT	Financeurs	Taux	Montant
Travaux	1 023 400 €	Etat (FSIL)	25 %	300 000 €
		Conseil Régional	25 %	300 000 €
Frais de maîtrise d'oeuvre	102 340 €	Conseil Départemental	10.8 %	129 962 €
		CARSAT	8.3 %	100 000 €
Frais de maîtrise d'ouvrage	74 260 €	MSA	4.2 %	50 000 €
		Autofinancement : Prêt à taux zéro CARSAT	26.7 %	320 038 €
TOTAL	1 200 000 €	TOTAL	100 %	1 200 000 €

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité décide :

- de valider le plan de financement présenté ci-dessus,
- d'autoriser le Président déposer une demande de subvention auprès de l'Etat dans le cadre du dispositif « Fonds de Soutien à l'Investissement Local 2018 » (FSIL) d'un montant de 300 000 €,
- d'autoriser le Président ou son représentant à déposer une demande de Prêt Locatif Social (PLS) auprès de l'Etat et d'effectuer les démarches préalables avec un établissement prêteur habilité à distribuer le PLS.

Certifiée exécutoire la présente délibération
Publiée ou notifiée le
Déposée en Préfecture le

P.E.C
Le Président,

